

fondée sur les libertés individuelles et le respect des droits de l'homme. Nous avons assuré un niveau de vie voisin du vôtre. Nous n'avons pas su, cependant, créer les conditions dans lesquelles les Canadiens de langue française se seraient sentis sur un véritable pied d'égalité avec leurs compatriotes de langue anglaise et auraient pu mettre pleinement en valeur la richesse de leur patrimoine culturel. Tel est le fond du grave problème auquel nous devons faire face aujourd'hui. Voilà pourquoi certains Québécois, une minorité, pensent qu'ils devraient se séparer du Canada et fonder leur propre pays, position que reflète la politique du nouveau gouvernement du Québec en dépit du fait que le parti québécois ait sollicité un mandat pour doter le Québec d'un bon gouvernement et non pour accomplir la sécession.

D'une façon ou d'une autre, depuis la Confédération, la politique des divers gouvernements du Canada a été de favoriser la coexistence de deux groupes linguistiques forts. La raison en est claire. Au Québec, le français est la langue maternelle (parfois la seule langue) de plus de 80 p. cent des habitants. Dans l'ensemble du Canada, près d'un cinquième de la population ne parle que le français. Ainsi, de génération en génération, s'est transmise l'idée qu'il est possible de construire un pays dans la liberté et l'égalité, en conservant deux langues et plusieurs cultures.

Je suis persuadé que cela est effectivement possible. Je vous affirme avec la plus profonde conviction que l'unité du Canada ne sera pas rompue. Il y aura des accommodements; des révisions se feront. Nous réussirons.

Il faudra cependant changer certaines de nos attitudes; il faudra mieux nous comprendre les uns les autres au-delà des barrières linguistiques. Anglophones et francophones du Canada devront être plus conscients de la richesse qui réside dans la diversité et moins sensibles aux problèmes que celle-ci soulève. Il nous faudra peut-être réviser certains aspects de notre Constitution pour que six million et demi de Canadiens de langue française considèrent la fédération canadienne comme la meilleure protection contre leur engloutissement dans une masse de 220 millions d'anglophones nord-américains.

L'insécurité du Canada français se trouve illustrée de façon suivante par ces seules données numériques que la sécession ne modifierait en rien. La sécession ne ferait qu'augmenter le danger.

La séparation du Québec n'ajouterait pas non plus le moindre à la confiance des nombreuses minorités culturelles de diverses origines, qui sont établies un peu partout au Canada. Depuis des